



HAL
open science

La tentation nazie des chômeurs dans l'Allemagne de Weimar. Une évidence historique infondée? Un bilan des recherches récentes

Emmanuel Pierru

► **To cite this version:**

Emmanuel Pierru. La tentation nazie des chômeurs dans l'Allemagne de Weimar. Une évidence historique infondée? Un bilan des recherches récentes. *Politix*, 2002, 15 (60), pp.193-223. 10.3406/polix.2002.1247 . hal-03093173

HAL Id: hal-03093173

<https://hal.science/hal-03093173>

Submitted on 3 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La tentation nazie des chômeurs dans l'Allemagne de Weimar. Une évidence historique infondée ? Un bilan des recherches récentes

Emmanuel Pierru

Citer ce document / Cite this document :

Pierru Emmanuel. La tentation nazie des chômeurs dans l'Allemagne de Weimar. Une évidence historique infondée ? Un bilan des recherches récentes. In: Politix, vol. 15, n°60, Quatrième trimestre 2002. La parité en pratiques. pp. 193-223;

doi : <https://doi.org/10.3406/polix.2002.1247>

https://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_2002_num_15_60_1247

Fichier pdf généré le 10/04/2018

Abstract

The Nazi Temptation of the Unemployed in Weimar Germany: a False Historical Hypothesis or Obviousness ?

Emmanuel Pierru

This article reviews the main historical researches which emphasise on the issue of the political effects of mass unemployment in Weimar Germany. The complexity and the tangle of those effects (direct, indirect, contextual) lead to question the common representation of the supposed decisive impact of unemployment in the Nazi dynamics. Electorally speaking, and considering that sociological investigation is confronted to severe statistical difficulties and to the risk of ecological fallacy, the hypothesis of a direct effect of unemployment on the Nazi Party electoral scores has to be refuted, meanwhile a "transfer effect" seems plausible. In this period, the forms of radicalization were closely connected with the structuration of political supply. The paramilitarization of the Weimar society and of the main political parties (Nazi Party and, above all, Communist Party) accounts for the enlistment of some unemployed in their ranks.

Résumé

La tentation nazie des chômeurs dans l'Allemagne de Weimar. Une évidence historique infondée ? Un bilan des recherches récentes

Emmanuel Pierru

Cet article propose un bilan critique des travaux historiographiques sur la question des effets politiques du chômage dans l'Allemagne de Weimar. Il montre que la complexité et l'enchevêtrement de ces effets (directs, indirects, contextuels) appellent à nuancer très sérieusement la représentation commune qui voit dans le chômage et les chômeurs un puissant levier de la dynamique nazie. D'un point de vue électoral, et par-delà les redoutables difficultés de méthodologie statistique ainsi que les risques d'erreurs écologiques liées à l'interprétation de données agrégées, les recherches ont montré qu'il faut réfuter l'hypothèse d'un effet direct du chômage sur les résultats électoraux du NSDAP (à l'inverse de ce qu'on constate pour le Parti communiste allemand - KPD). Cependant, un possible effet de transfert n'est pas à exclure. Les formes de « radicalisation » observables sur cette période apparaissent davantage liées à la structuration de l'offre politique et à la paramilitarisation des grandes formations partisans (NSDAP et surtout KPD) qui cherchent, avec un succès très variable, à enrôler les chômeurs dans leurs rangs.

La tentation nazie des chômeurs dans l'Allemagne de Weimar

Une évidence historique infondée ?
Un bilan des recherches récentes

Emmanuel PIERRU

« La soumission apathique aux aléas de la conjoncture est vraiment un caractère propre aux bureaux de placement. [...] Ici la production est encore une idole et il n'y a rien au-dessus d'elle. Toutes les idées qui en dérivent suintent par tous les pores de ce bureau de placement et, si elles règnent sans conteste, c'est bien dans cet espace voué à ceux qui ont été licenciés à cause de leur trop faible pouvoir. Dans le bureau de placement de la métallurgie est apposé l'avertissement suivant: "*Chômeurs, gardez et protégez la propriété publique.*" [...] Mais pour les chômeurs dont beaucoup finissent aujourd'hui par bénéficier de l'aide sociale cette propriété n'est justement pas assez publique pour perdre son caractère privé. Qui plus est, il faut qu'ils gardent et qu'ils protègent cette propriété dont la jouissance régulière leur est refusée, sans aucune faute de leur part. [...] Mais c'est précisément là qu'est le génie de la langue : remplir des missions qui ne lui ont pas été confiées et dresser des bastions dans l'inconscient ».

S. Kracauer, « A propos des bureaux de placement », *Rues de Berlin et d'ailleurs*, Paris, Le Promeneur, 1995, p. 81-82.

Si depuis le milieu des années 1970, la sociologie électorale, particulièrement anglo-saxonne, est agitée par des controverses récurrentes autour de la question de l'impact des conditions économiques sur les résultats des consultations électorales, *i.e.* du poids des « variables » économiques (inflation, chômage, revenu par tête, etc.) dans la prise de décision électorale des citoyens, on ne peut que constater aujourd'hui l'extrême fragilité des résultats obtenus et la quasi-absence de cumulativité des recherches en ce domaine. Un modèle statistique chassant l'autre, « on en sait toujours aussi peu¹ ». Par delà les apories et impasses de ces travaux hétérogènes, sous-tendus, quoiqu'à des degrés divers, par le système d'hypothèses de la *Rational Action Theory*, trois remarques s'imposent.

En premier lieu, de nombreuses recherches ont fait une place de choix à la « variable » chômage, devenue par la magie de la modélisation, variable indépendante. De fait, la focalisation sur les effets électoraux du chômage doit être ramenée aux conditions historiques de production de nombre de ces travaux : les décennies 1970 et surtout 1980 marquées par le retour d'un chômage de masse dans tous les pays occidentaux. En deuxième lieu, on ne peut qu'être frappé par l'absence de toute mise en perspective historique dans la plupart de ces analyses. Obsédées bien souvent par la recherche du « bon » modèle, nombre d'entre elles se prennent au piège du « langage » des variables pour parler comme J.-C. Passeron², et, au final, omettent de préciser les conditions historiques de validité des (pseudo) liaisons statistiques observées. Le « chômage » peut ainsi devenir une sorte d'invariant trans-historique dont les effets (électoraux) seraient partout et toujours les mêmes, diversement « observables » par la mise en relation sur des séries chronologiques longues de données agrégées. En faisant du chômage une donnée quasi naturelle dont « l'efficacité pourrait être saisie indépendamment des conditions historiques et sociales qui (le) constituent dans (sa) spécificité pour une société donnée à un moment donné du temps³ », les modèles économétriques du vote passent bien à côté de l'objet et manquent les effets – électoraux – du chômage qu'ils prétendent mesurer. Dans ces modélisations visant à cerner le fameux « vote du porte-monnaie »,

1. Cf. en particulier pour tous les débats sur les modèles économétriques du vote, Lehingue (P.), « L'analyse économique des choix électoraux (ou comment choisir d'économiser l'analyse) », *Politix*, 48, 1998. Cf. aussi Ihl (O.), *Le vote*, Paris, Montchrestien, 1996, p. 126-128. Je remercie chaleureusement I. Charpentier, A. Collovald, J. Gautié, P. Lehingue, F. Matonti, B. Pudal et S. Vignon pour leurs relectures critiques des versions antérieures de ce texte. Je remercie Y. Montanier pour l'aide précieuse qu'il m'a apportée dans la traduction des travaux en langue allemande de J. Falter.

2. Passeron (J.-C.), *Le raisonnement sociologique. L'espace non poppérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan, 1991.

3. Bourdieu (P.), Passeron (J.-C.), Chamborédon (J.-C.), *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton/Bordas, 1968, p. 42.

le « chômage » a le statut de variable « indépendante » dont il s'agit bien de mesurer l'effet propre – c'est-à-dire une fois contrôlés les effets de toutes les autres variables (à l'instar du taux d'inflation, du revenu par tête). Ce faisant, obnubilé par le nombre de variables pertinentes à inclure dans les analyses de régression et centré sur les questions – en apparence très sophistiquées – de méthodologie statistique, ce raisonnement « toutes choses égales par ailleurs » postule la constance dans le temps et dans l'espace de la catégorie chômage et de ses effets. En outre, la focalisation sur la dimension électorale du phénomène couplée à cette philosophie essentialiste des variables confronte les modélisations (notamment celles qui se fondent empiriquement sur des données de sondages) à une seconde série de difficultés qu'avaient relevée B. Lacroix et A. Garrigou : on ne peut faire du chômage « une variable analytiquement isolable dans un ensemble de "facteurs" déterminants du comportement⁴ ». Parce que le chômage n'est pas un opérateur dissociable de l'ensemble des propriétés sociales des individus, de leur position et trajectoire sociales⁵, il ne peut être considéré comme une variable autonome et autosuffisante. Enfin, ce vain entêtement à vouloir dégager des « effets purs » du chômage n'est pas dénué de préoccupations plus ou moins normatives, fondées sur une forme de sociologie et d'histoire spontanées qui, depuis l'entre-deux-guerres, fait du chômage non seulement une source de « coûts » électoraux pour les équipes au pouvoir mais aussi, plus fondamentalement encore, *une menace* pour les démocraties représentatives⁶.

S'il existe des conjonctures historiques dans lesquelles prennent forme certains « mythes » sociaux, périodiquement réactivés et entretenus, la Grande dépression constitue incontestablement un « laboratoire » privilégié d'observation de la production, de l'objectivation et du durcissement de la (double) croyance – autant fantasmatique que culturaliste – en l'effet politiquement dévastateur du chômage et en la dangerosité du groupe des chômeurs pour l'ordre social. Dans ce contexte de démobilisation politique et de démoralisation intense de la classe ouvrière allemande, Léon Trotski estime que « la pénétration éventuelle [du NSDAP] par en bas, c'est-à-dire par les chômeurs est beaucoup plus dangereuse » car : « Aucune classe ne peut vivre longtemps sans perspective et sans espérance. Les chômeurs ne sont pas une classe mais ils constituent déjà une couche sociale très compacte et très stable, qui cherche en vain à s'arracher à des conditions de vie insupportables. S'il est vrai, en général, que seule la révolution prolétarienne peut sauver l'Allemagne du pourrissement et de la désagrégation, cela est vrai en premier lieu pour des millions de

4. Lacroix (B.), Garrigou (A.), « Le vote des chômeurs », *Les Temps modernes*, 1987, p. 328-329.

5. Cf. Balazs (G.), « Les facteurs et les formes de l'expérience du chômage », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 50, 1983.

6. Lacroix (B.), Garrigou (A.), « Le vote des chômeurs », art. cité.

chômeurs⁷. » A ce titre, le moment de la République de Weimar représente donc l'une des étapes-clés de la construction du mythe des classes non laborieuses comme classes dangereuses. L'ampleur des crises à répétition, et des troubles sociaux afférents, qui secouent la jeune République puis l'ascension fulgurante du parti national socialiste après 1928 dans un contexte de chômage aux dimensions presque irréelles ont largement accredité l'idée d'effets politiques massifs des crises économiques en général, et du chômage en particulier⁸.

Aussi, opérer un retour sur cette période de la République de Weimar en mettant en perspective l'ensemble des travaux historiques relativement récents⁹ – au demeurant assez mal connus en France hors de la communauté des historiens¹⁰ –, permet de clarifier des confusions et des difficultés qui surgissent lorsqu'on se propose d'élucider d'éventuels effets politiques des « variables » économiques : car non seulement rien ne va moins de soi que de traiter le chômage comme une variable indépendante, mais aussi la complexité et l'enchevêtrement des relations qui unissent, à un moment donné, les dimensions économiques, sociales et politiques d'une société (en crise) montrent qu'il est vain de se lancer dans la quête des *effets purs des variables économiques*. En 1989, P. Milza affirmait que : « A cet égard, beaucoup de travail rest[ait] à faire dans l'analyse des comportements électoraux des années 1930 et dans celle de l'appartenance et du militantisme politiques. Le lien entre chômage et poussée des extrêmes – que l'on tend aujourd'hui à relativiser à propos de l'Allemagne – n'est en particulier nullement démontré¹¹. » Contre les raccourcis et les réductions simplistes, dont certaines modélisations économétriques abondent, l'ensemble de ces travaux montre que : « Plus les analyses électorales s'affinent, plus elles complexifient un processus qu'on jugeait simple en fonction de résultats globaux¹². » Il ne s'agit donc pas de faire une synthèse des travaux consacrés aux fondements sociaux du nazisme, mais de

7. Trotski (L.), *Œuvres. Janvier 1932*,

www.marxists.org/archive/noneng/francais/trotsky/œuvres/1932/01/320127n.htm

8. Frey (B.S.), Weck (H.), « Hat Arbeitslosigkeit den Aufstieg des Nationalsozialismus bewirkt? », *Jahrbücher für Nationalsozialeconomie und Statistik*, 1, 1981.

9. Cf. en particulier Falter (J.), « Unemployment and the Radicalisation of the German Electorate 1928-33: an Agregate Analysis with Special Emphasis on the Rise of National Socialism », in Stachura (P.), ed., *Unemployment and the Great Depression in Weimar Germany*, New York, St Martin's Press, 1986.

10. On pense tout particulièrement aux travaux éclairants de J. Falter, dont D. Mülheberger dit que l'étude est « la plus compréhensive, celle qui fait le plus autorité sur cet aspect de la sociologie du nazisme pour le futur proche » (« A Workers' Party or a "Party without Workers" ? », in Fisher (C.), ed., *The Rise of National Socialism and the Working Classes in Weimar Germany*, Oxford, Bergahn Books, 1996, p. 70, note 22).

11. Milza (P.), « L'extrémisme comme phénomène politique dans la France des années trente », *Les Cahiers du CEVIPOF*, 4, 1989, p. 108.

12. Charle (C.), *La crise des sociétés impériales*, Paris, Le Seuil, 2001, p. 352.

s'attacher précisément à dégager les apports de chacun d'eux dans la connaissance des effets politiques du chômage. Les recherches historiques sur la période de Weimar présentent un intérêt dépassant largement la stricte historiographie : elles posent un système complexe d'hypothèses relatives à cette question, apparemment simple, de l'« effet chômage ». La République de Weimar apparaît particulièrement intéressante en ce qu'elle permet d'observer la traduction politique « d'une crise socio-économique vécue en temps presque réel à travers une série très rapprochée de consultations électorales¹³ (cinq en huit mois en 1932) ».

Si l'on garde le souci permanent de la contextualisation, en s'efforçant de restituer le plus finement possible « la logique sociale des individus en situation [...] dans les phases d'activité ou plutôt de chômage¹⁴ », les cadres d'analyse posés pour cette période dessinent les contours d'un véritable programme de recherche sur la question des effets politiques du chômage. Toutes proportions gardées, les recherches sur l'histoire électorale de Weimar permettent, entre autres, de mettre à distance nombre d'analyses qui, se contentant de vagues ressemblances et exploitant généralement à l'envi les ressorts de la métaphore psychologisante, voient dans la « crise » économique, terme hautement équivoque, et son cortège de « peurs », « angoisses » et autres « tensions » le terreau du Front national et de la « radicalisation » de fractions toujours plus grandes de l'« électorat¹⁵ ». Et ce n'est pas la moindre qualité de ces travaux que d'inciter à la vigilance et à la prudence, comme d'offrir les moyens de rompre avec la puissance évocatrice de schèmes métaphoriques dont la force de conviction repose sur le fait « qu'ils nous font glisser et osciller, à notre insu, entre l'image et la pensée, entre le concret et l'abstrait. Allié à l'imagination, le langage transpose subrepticement la certitude de l'évidence sensible à la certitude de l'évidence logique¹⁶ ». Si, paradoxalement, de nombreux travaux – initiés pour la plupart par des chercheurs européens – ont montré que la catégorie chômage est une construction sociale historiquement et géographiquement très variable¹⁷ qui tendrait d'ailleurs à se désobjectiver¹⁸, il semble que ses

13. *Ibid.*, p. 348.

14. Lüdtké (A), « La domination au quotidien. "Sens de soi" et individualité des travailleurs avant et après 1933 en Allemagne », *Politix*, 13, 1990, p. 71. Du même auteur, cf. le recueil d'articles *Des ouvriers dans l'Allemagne du XX^e siècle – Le quotidien des dictatures*, Paris, L'Harmattan, 2000.

15. L'élection présidentielle de 2002 a, à ce titre, remis à l'ordre du jour la thématique de la « fascisation » des chômeurs lorsqu'à l'issue du premier tour, les sondages sortis des urnes posaient que 30 % à 38 % d'entre eux avaient voté pour le Front national.

16. Belaval (Y.), *Les philosophes et leur langage*, Paris, Gallimard, 1952, p. 23, cité in Bourdieu (P.), Chamborédon (J.-C.), Passeron (J.-C.), *Le métier de sociologue*, op. cit., p. 39.

17. Cf. Salais (R.), Baverez (N.), Reynaud (B.), *L'invention du chômage*, Paris, PUF, 1986 ; Mansfield (M.), Salais (R.), Whiteside (N.), *Aux sources du chômage, 1880-1914*, Paris, Belin, 1994 ; Topalov (C.), *Naissance du chômeur, 1880-1910*, Paris, Albin Michel, 1994.

18. Gautié (J.), « De l'invention du chômage à sa déconstruction », *Genèses*, 46, 2002.

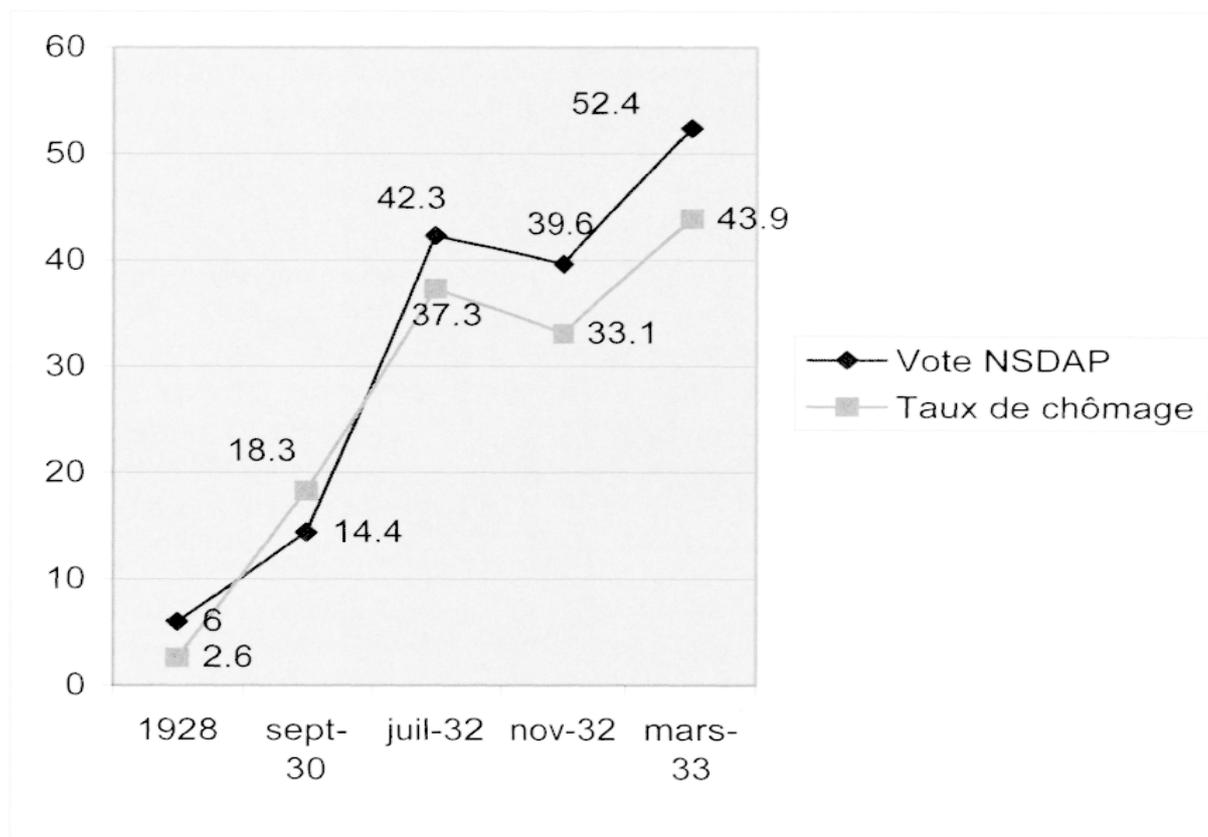
« effets » restent, tant dans leurs contours que dans leur ampleur, encore très largement indéterminés. Au début des années 1980, D. Schnapper¹⁹ soulignait que les relations entre chômage et politique étaient très mal connues. Si le constat demeure toujours d'actualité, il apparaît néanmoins que les travaux historiographiques sur la période de Weimar, sorte de « point zéro », peuvent aider à y voir plus clair.

La déconstruction d'un mythe : la radicalisation électorale des chômeurs²⁰ ?

Si la représentation du chômage comme *cause directe et mécanique* de la montée du nazisme a longtemps pu survivre et fonctionner comme une sorte d'évidence historique, c'est en raison notamment de la quasi-absence de possibilité de réfutation empirique de ses fondements. Et il faut dire que, au niveau le plus agrégé – celui de l'Allemagne tout entière –, cette hypothèse d'une liaison forte et stable entre chômage et vote NSDAP a pour elle la force du bon sens (graphique 1). Deux éléments ont durablement attaché le chômage à la montée du NSDAP dans l'Allemagne de Weimar : d'une part, la congruence entre la croissance spectaculaire du taux de chômage et l'enregistrement par le NSDAP de succès électoraux impressionnants sur la période 1928-1933, date de l'accession d'Hitler au pouvoir et, d'autre part, la rareté des sources documentaires permettant d'analyser finement les fondements sociaux de l'essor du NSDAP, rareté qui a entretenu la croyance en un lien de causalité fort entre les deux phénomènes. En effet, si à un niveau agrégé, l'ascension du NSDAP est concomitante de la montée du chômage, ne serait-ce pas là une preuve du ralliement massif des chômeurs au parti nazi ? On rappellera qu'en 1928, l'Allemagne enregistrait un taux de chômage de 6 % et le NSDAP un score électoral de 2,6 %, et qu'en 1933, avec un taux de chômage de 43,9 %, les nazis obtiennent 52,4 % des voix aux élections au Reichstag. J. Falter montre qu'au niveau du Reich tout entier, il existe une corrélation forte et stable entre l'évolution des scores électoraux du NSDAP et celle du taux de chômage.

19. Schnapper (D.), « Chômage et politique : une relation mal connue », *Revue française de science politique*, 496-497, 1982.

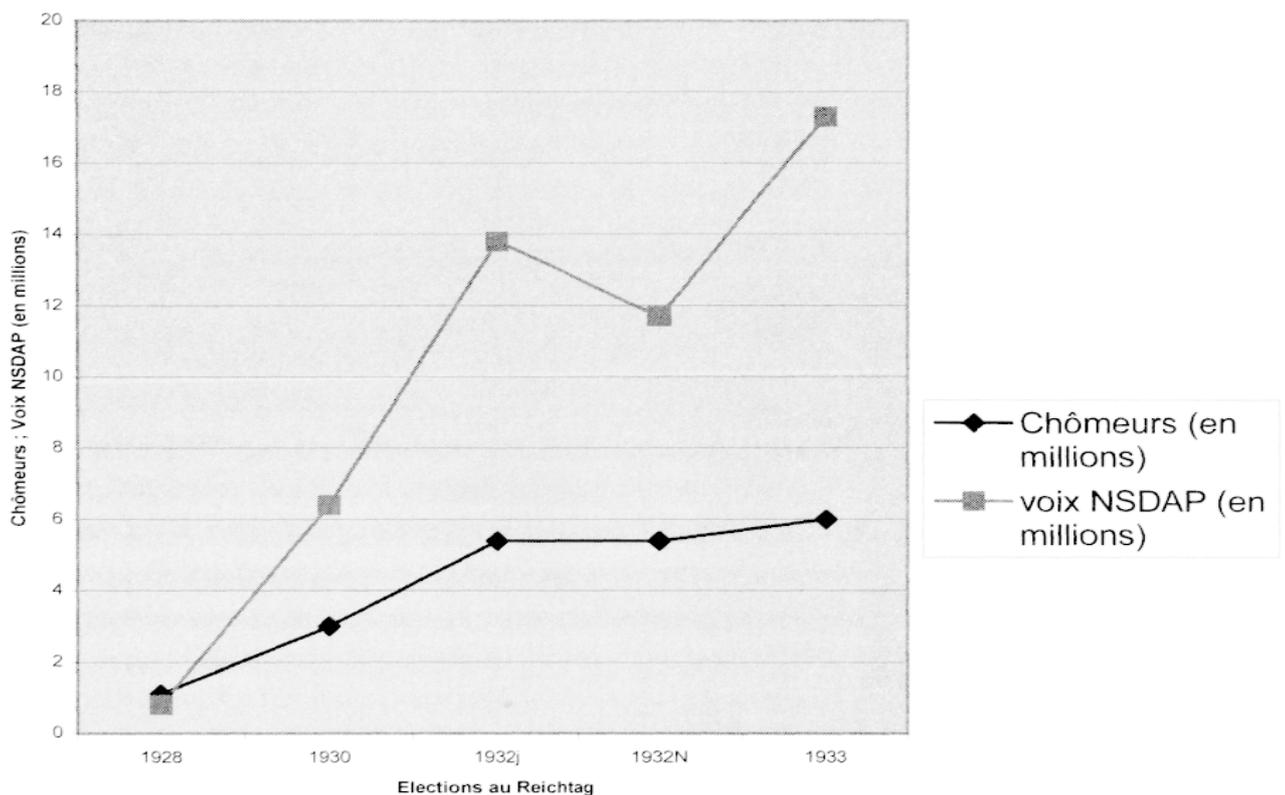
20. Pour un panorama général sur la question des déterminants du vote nazi, cf. Musiedlak (D.), « NSDAP (Electorat du) », in Perrineau (P.), Reynié (D.), dir., *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001 (en particulier sur le chômage, p. 699-700). Dans la mesure où nous centrons ici essentiellement le débat sur les effets politiques du chômage dans l'Allemagne de Weimar, nous renvoyons à l'ensemble des travaux cités pour une mise en perspective globale de la dynamique électorale nazie.



Source : Frey (B.S.), Weck (H.), « Hat Arbeitslosigkeit den Aufstieg des Nationalsozialismus bewirkt ? », article cité dans Falter (J.), "Unemployment and the Radicalisation of the German Electorate...", art. cité, p. 188.

Graphique 1. Chômage et vote NSDAP (en %), 1928-1933

Au titre de première objectivation statistique, le graphique 2 qui met en rapport, non plus le taux de chômage et le pourcentage de votes nazis, mais les courbes du nombre de chômeurs, d'une part, et le nombre de votes nazis d'autre part, permet de relativiser considérablement l'hypothèse d'un ralliement massif des chômeurs au parti hitlérien. Si par la magie du passage aux pourcentages, une forte corrélation entre les deux phénomènes semblait apparaître, on peut observer que les données brutes permettent de mettre en question l'arrimage du nazisme au chômage. Il apparaît plutôt que le soutien électoral au NSDAP soit pour une large part porté par une dynamique bien plus puissante que celle impulsée par le seul chômage (mesuré ici par le nombre de chômeurs).



Source : Falter (J.), *Hitlers Wähler*, op. cit., p. 294.

Graphique 2. *Augmentation du chômage et des voix du NSDAP entre 1928 et 1933 (en millions de personnes)*

A partir des seules données agrégées disponibles, au niveau des circonscriptions cette fois, J. Falter procède à des analyses de corrélation bivariées et parvient aux conclusions suivantes :

1. Les 4/5èmes de la variance totale sur le vote NSDAP s'expliquent par l'appartenance confessionnelle. Fait depuis longtemps connu : le NSDAP, surtout avant 1932, enregistrait ses meilleurs scores en terres protestantes. La variable chômage n'en rend compte qu'entre 2 % et 4 %, ce qui est plutôt modeste, sans être négligeable.

2. Il existe une corrélation négative entre vote NSDAP et taux de chômage. Le tableau 1 montre clairement que les scores électoraux du parti nazi varient en raison inverse du taux de chômage ; autrement dit, là où le taux de chômage était le plus élevé, le NSDAP enregistrait des scores électoraux plus faibles et inversement, il faisait électoralement mieux dans les zones où le taux de chômage était plus bas. Les coefficients de corrélation sont par ailleurs tous négatifs et ce, quelles que soient les élections retenues.

3. On observe une corrélation très fortement positive entre taux de chômage et vote communiste (KPD). Les scores électoraux du parti communiste varient en raison directe du taux de chômage (tableau 1). Dans les zones où le taux de chômage était élevé, les communistes engrangeaient plus de voix qu'ailleurs. En outre, 20 % de la variance du vote communiste est expliquée par la variable chômage²¹. Les coefficients de corrélation sont tous positifs et supérieurs à 0,75, signes d'une forte association statistique entre les deux variables.

Ces résultats généraux sur la répulsion statistique entre chômage et vote nazi ont été soigneusement mis à l'épreuve par l'introduction d'autres indicateurs de mesure du chômage (cf. tableau 2). Quel que soit l'indicateur alors retenu, les relations observées se maintiennent sur l'ensemble de la période cruciale où le NSDAP décolle électoralement. Si en 1930, certaines corrélations entre chômage et vote NSDAP apparaissent, de façon non univoque – même si légèrement – positives, reste qu'avec l'approfondissement de la crise et l'imminence de l'accession d'Hitler au pouvoir, l'association statistique entre les deux variables tend à devenir significativement négative.

	NSDAP					KPD				
	1	2	3	4	R	1	2	3	4	r
1930	15	16	15	14	-06	4	8	13	17	75
1932J	34	33	29	28	-25	6	10	14	18	77
1932N	29	28	25	24	-24	7	11	16	20	78
1933	45	40	36	34	-45	5	9	13	17	78
Quartile	-9 %	-13 %	-17 %	>17 %		-9 %	-13 %	-17 %	>17 %	

Source : Falter (J.), *Hitlers Wähler*, *op. cit.*, p. 297.

Coefficient de corrélation X 100.

Exemple de lecture : dans les circonscriptions avec le taux de chômage le plus bas (1^{er} quartile), 34 % des électeurs inscrits votèrent pour le NSDAP en juillet 1932. Dans les circonscriptions avec le taux de chômage le plus élevé (4^e quartile), seulement 28 %. Ce qui correspond à un coefficient de corrélation r de -0,25.

Tableau 1. Scores électoraux²² du NSDAP et du KPD dans les circonscriptions selon le taux de chômage (par quartile)

21. Falter (J.), « Unemployment and the Radicalisation of the German Electorate... », art. cité, p. 187.

22. Pourcentage des inscrits.

	NSDAP				KPD			
	1930	1932 juin	1932 nov.	1933	1930	1932 juin	1932 nov.	1933
Taux chômage 1933	-4	-24	-23	-44	75	77	78	78
Chômage <i>quota</i> 1933	-6	-25	-24	-45	76	78	79	79
Chômeurs								
déc-30	3	7	7	4	7	6	6	4
déc-31	9	-9	-9	-31	63	65	65	67
juil-32	3	-14	-14	-36	63	71	71	73
oct-32	1	-17	-17	-39	69	71	72	74
déc-32	5	-13	-13	-34	68	69	70	71
avr-33	2	-17	-17	-38	70	72	72	73
Chômeurs indemnisés 1930	6	-14	-14	-32	55	54	56	59
Chômeurs indemnisés 1932	-2	-20	-19	-41	70	72	72	73
Chômeurs cols bleus	-6	-22	-21	-43	77	79	80	81
Chômeurs cols blancs	2	-20	-20	-36	55	53	57	58

Source : Falter (J.), « Unemployment and the Radicalisation of the German Electorate... », art. cité, p.190.

Un signe positif désigne une corrélation positive entre les variables, un signe négatif, l'inverse. Plus la valeur absolue du coefficient est grande, plus il y a attraction ou répulsion (selon le signe) entre les variables.

Tableau 2. *Corrélation (en %) entre différents indicateurs de mesure du chômage et les votes NSDAP et KPD entre 1930 et 1933*

Tout semble donc indiquer que le NSDAP, durant cette période, se porte moins bien électoralement là où le taux de chômage est élevé et, inversement, qu'il enregistre ses meilleurs scores là où le taux de chômage est bas. Au niveau des circonscriptions, il n'est donc pas possible de confirmer un éventuel effet chômage sur le vote nazi. En définitive, les seules variables véritablement prédictives d'un vote nazi sont le type de région et l'appartenance confessionnelle : le NSDAP rencontre un écho deux fois plus important en terme électoral dans les régions protestantes que dans les régions catholiques. En outre, le pourcentage de votes nazis varie en raison inverse de la taille des unités territoriales : plus de la moitié des votes

NSDAP provient de communautés de moins de 25 000 habitants²³. De façon convergente, T. Childers a montré par ailleurs que le taux de chômage dans les villes de plus de 25 000 habitants est nettement corrélé à un vote communiste et non à un vote nazi²⁴. Mais, fait remarquable et pourtant moins connu, le type de circonscriptions surdétermine pour une large part l'impact électoral de la variable chômage. Il faut noter en effet que les pourcentages de cols bleus et de chômeurs agissent comme variables modératrices (*i.e.* défavorablement pour le parti nazi) dans les terres protestantes ou confessionnellement mixtes. Si, comme on l'a dit, le protestantisme reste un facteur très favorable au NSDAP, les deux variables (pourcentages d'ouvriers et de chômeurs) peuvent contrarier la tendance. Pour résumer, si la variable chômage agit, c'est uniquement dans les territoires non catholiques²⁵. En revanche, dans les régions catholiques, il semble que ce facteur n'ait, sinon pas, du moins qu'un effet marginal sur le vote nazi (ce qui n'est pas le cas pour le vote communiste). Si le NSDAP perce électoralement en 1933 dans les terres catholiques, c'est essentiellement dans celles qui ont un taux de chômage et un pourcentage d'ouvriers inférieurs à la moyenne. D'où la conclusion de J. Falter : « L'électorat communiste se concentre finalement dans des régions de type exactement opposé à celles du mouvement nazi²⁶. » Dès lors, l'hypothèse d'un effet du chômage sur le vote NSDAP doit être sérieusement relativisée dans son ampleur, mais aussi spécifiée, et surtout contextualisée, dans ses composantes.

L'impératif de spécification et de différenciation de l'« effet chômage » : quel(s) vote(s) pour quel(s) chômeur(s) ?

L'introduction de variables de contrôle dans des analyses de régression confirme la solidité des résultats établis sur les analyses bivariées. Le chômage, en tant que tel, n'exerce qu'un effet limité sur le vote NSDAP, loin derrière le degré d'urbanisation et l'appartenance confessionnelle. Si le coefficient de corrélation entre chômage et vote NSDAP demeure négatif et faible, celui entre chômage et vote KDP se caractérise en revanche par un fort degré d'association statistique. Au terme de ces analyses, J. Falter peut donc affirmer que : « Le chômage, particulièrement dans les villes, entraîne un remarquable degré d'immunisation contre le NSDAP, juste derrière la

23. Hamilton (R.F.), *Who Voted for Hitler?*, Princeton, Princeton University Press, 1982, p. 40.

24. Childers (T.), *The Nazi Voter. The Social Foundations of Fascism in Germany, 1919-1933*, Chapel Hill, University of Carolina Press, 1983, p. 185.

25. Falter (J.), « Unemployment and the Radicalisation of the German Electorate... », art. cité, p. 193-194.

26. *Ibid.*, p. 205.

variable "catholique²⁷". » Mais ce résultat doit pourtant être nuancé dans la mesure où le NSDAP a vu le nombre de ses voix croître sensiblement à mesure que le chômage augmentait (graphique 2) et ce, même si les scores électoraux du parti nazi ont été inférieurs là où l'augmentation du chômage a été supérieure à la moyenne nationale. C'est pourquoi on ne peut exclure un effet de type indirect du chômage dans les succès électoraux des nazis, ce que J. Falter nomme « un effet de transfert » : des catégories sociales pourtant non directement menacées dans leur emploi se seraient senties menacées par le climat général de peur induit par le chômage de masse. On ajoutera que rien ne permet en outre de mesurer l'effet du sous-emploi et de la précarité salariale sur le vote nazi, faute d'indicateurs satisfaisants. En Allemagne, comme ailleurs en Europe, le phénomène du chômage partiel étant très important sur cette période, il est probable que la déstabilisation généralisée du salariat ait eu un effet sur les scores du NSDAP. En outre, si l'Allemagne est le pays européen le plus touché par le chômage, avec plus de 6 millions de chômeurs en janvier 1933, le phénomène est bien plus massif que les statistiques officielles ne le laissent voir. En intégrant dans le dénombrement tous ceux/celles qui en sont « sorti(e)s » et n'ont pas été enregistré(e)s (les femmes, les plus jeunes, les itinérants) ainsi que les individus dont l'existence est indirectement marquée par la privation d'emploi (ceux qui dépendent de chômeurs pour vivre), on arrive à près de 23,3 millions de personnes touchées par le chômage, soit 36 % de la population allemande²⁸. Pour saisir dans toutes leurs dimensions les conséquences électorales du chômage, il faudrait donc dissocier en toute rigueur les trois effets classiques :

1. L'effet individuel du chômage, au sens où il y aurait eu un ralliement massif des chômeurs eux-mêmes au NSDAP.
2. L'effet contextuel du chômage, renvoyant à la diffusion de la peur du chômage chez des individus qui y sont indirectement confrontés.
3. Enfin, l'effet de transfert du chômage, les effets directs/indirects pouvant par ailleurs se cumuler lorsqu'ils s'exercent sur des groupes sociaux divers à des moments différents de la période considérée.

Toutefois, un aspect crucial a été occulté concernant la connaissance de cette période dans sa dimension strictement électorale : on ne dispose que de résultats agrégés au niveau des circonscriptions, qui ne permettent que très difficilement d'inférer sur des comportements individuels²⁹. Les problèmes méthodologiques apparaissent ici singulièrement redoutables : ne disposant

27. Falter (J.), « How Likely Were the Workers to Vote for the NSDAP... », in Fischer (C.), ed., *The Rise of National Socialism and the Working Classes in Weimar Germany*, op. cit., p. 32.

28. Stachura (P.), ed., *Unemployment and the Great Depression in Weimar Germany*, op. cit., p. 15.

29. Robinson (W.S.), « Ecological Correlations and the Behavior of Individuals », *American Sociological Review*, 15, 1950.

pas de données de sondage qui permettraient de revenir aux (déclarations de) comportements d'individus, les études électorales sur la période de Weimar sont toutes renvoyées aux difficultés de l'analyse multivariée ; rien ne garantit que, derrière les corrélations observées, n'agissent en réalité des variables cachées qui les surdéterminent. Comme le rappelle fort justement Falter, la corrélation ne constitue jamais – et particulièrement pas dans ce cas – la garantie d'un lien de causalité. Le raisonnement *ceteris paribus* trouve ses limites en raison de la nature même des données électorales disponibles sur la période.

Le risque d'erreur écologique auquel se heurte toute tentative sérieuse d'analyse électorale sur l'Allemagne de Weimar n'a pourtant pas découragé les discours sur la radicalisation et la nazification de la société allemande. Or, toutes les interprétations du phénomène reposent *in fine* sur des hypothèses empiriquement non éprouvées de type individualiste, qu'il s'agisse d'appréhender le comportement de l'électeur-type du parti national socialiste ou encore le « comportement électoral moyen » de groupes sociaux particuliers (les ouvriers, les classes moyennes, etc.), dont les contours sont par ailleurs rarement définis. Pour évocatrices ou séduisantes qu'elles soient – du fait de la force de l'explication par le (trop) simple –, nombre de ces « théories » de la montée du nazisme ont en commun d'éviter soigneusement toute confrontation empirique rigoureuse – et, partant, toute possibilité de réfutation – de leurs postulats. Elles cristallisent un certain nombre de fantasmes sociaux et politiques anciens lesquels, malgré des registres argumentatifs différents, n'en sont pas moins travaillés identiquement par un psychologisme parfois très sommaire. Elles doivent probablement leur capacité de persuasion au fait que le chômage de masse brouille les repères sociaux et politiques et efface, par son caractère plus ou moins sélectif, les divisions établies entre groupes sociaux. Plus : en suivant les remarques d'A. Collovald à propos du populisme, on peut dire que le chômage de masse, parce qu'il touche de nombreux groupes sociaux, plus ou moins socialement préparés à affronter l'insécurité matérielle et psychologique, fait peser de plus grandes incertitudes sur les contours du « peuple », représenté du même coup comme plus *menaçant*³⁰. Avec le chômage de masse, c'est bien un retour du refoulé social, la peur des « foules », qui saisit des pans entiers de la société allemande.

Succombant à l'objectivisme, nombre de ces thèses apparaissent comme les résultantes de la « projection dans l'objet d'un rapport non objectivé à l'objet » conduisant, au final, à la construction d'« hypothèses hasardeuses » sur des « objets fictifs³¹ ». Si certaines de leurs conclusions peuvent, *in fine*,

30. Collovald (A.), « Populisme : usages d'une catégorie incertaine », in Dobry (M.), dir., *Autoritarisme et fascisme en perspectives*, à paraître en 2002.

31. Lacroix (B.), « Ordre politique et ordre social », in Grawitz (M.), Leca (J.), dir., *Traité de science politique*, vol. 1, Paris, PUF, 1985, p. 498.

s'avérer justes, leur caractère systématique et la hauteur de vue prise (encouragée parfois par un hyperthéoricisme) font qu'elles ne parviennent pas à clarifier et à valider la triple hypothèse classique. Au lieu de restituer les intrications complexes de ces effets différenciés, elles dressent des constats souvent par trop univoques et beaucoup trop simples pour ne pas disposer à la vigilance. Comme le souligne J. Falter, « les théories à propos de la radicalisation de l'électorat allemand après 1928 ne doivent pas être totalement réécrites, mais certainement appellent des spécifications et des différenciations³² ». Pour le dire autrement, tout s'est longtemps passé comme si la question des effets électoraux du chômage avait été réglée par une double réduction – qui est aussi une double agrégation – des deux termes du débat : d'abord parce que les chômeurs et la diversité profonde de leurs conditions de vie sont, en partie, subsumés sous un agrégat statistique apparemment homogène (« les chômeurs secourus ») ; ensuite, parce que leurs suffrages (quand ils votent évidemment) sont ramenés, par la magie de l'opération électorale, « à l'agrégation d'espérances et de déceptions obéissant à des dynamiques extérieures les unes aux autres définies par le moment de leur totalisation³³ ».

Trahissant – certes à des degrés divers – certains sociocentrismes d'intellectuels portés à dénoncer chez les plus socialement et politiquement démunis (*i.e.* les ouvriers et les « *lower middleclasses* ») des penchants « autoritaires » et, concomitamment, à dédouaner certaines franges de la (grande) bourgeoisie (pourtant fortement investies dans le NSDAP), deux discours, historiquement contemporains, sur la montée du nazisme dans l'Allemagne de Weimar, ayant acquis chacun un statut de « classiques » et non exclusifs l'un de l'autre, intègrent de façon particulièrement explicite le facteur chômage.

Chômage des masses et chômeurs du centre

Le premier discours doit l'attrait qu'il continue d'exercer à son caractère exclusivement métaphorique. Popularisées par les travaux de l'École de Francfort, les thèses portant sur la *massification*³⁴ constituent le nazisme en un sous-produit de la désintégration des structures de classe et de la croissance des formes d'anomie au terme de laquelle l'individu, atomisé, est la proie facile de l'activité de propagande et comme tel, très perméable au

32. Falter (J.), « Unemployment and the Radicalisation of the German Electorate ... », art. cité, p. 207.

33. Lacroix (B.), « Ordre politique et ordre social », art. cité, p. 553. Cf. aussi le numéro d'*Actes de la recherche en sciences sociales*, « Votes », 140, 2001.

34. Pour un bilan très complet sur ces travaux, cf. Hagtvet (B.), « The Theory of Mass Society and the Collapse of the Weimar Republic: a Re-Examination », in Larsen (S.), Hagtvet (B.), Myklebust (J.P.), eds, *Who Were the Fascists, Social Roots of European Fascists*, Oslo, Universitetsforlaget, 1980.

nazisme. En particulier, certains³⁵ voient dans ces masses de chômeurs déracinés (« *rootless unemployed* » selon l'expression de Neumann) l'un des ferments les plus actifs du national-socialisme. Même si l'on ne peut évidemment pas ranger la recherche de Lazarsfeld et de son équipe sur les effets du chômage sur la communauté autrichienne de Marienthal³⁶ pendant l'entre-deux-guerres dans le courant des penseurs de la société de masse (ce que l'hyperempirisme qui traverse l'ouvrage suffirait à démontrer), on peut y trouver néanmoins certains éléments qui présentent de sérieux airs de famille avec des aspects des thèses sur la massification. Ainsi, P. Lazarsfeld et son équipe notent, non sans inquiétude, que « les gens perdent peu à peu leurs traditions ouvrières et professionnelles. Ils vivent le fait d'être chômeur comme une appartenance à un groupe social spécifique » ; en particulier : « Les tranches d'âge intermédiaires perdent apparemment peu à peu la conscience d'avoir une profession et se vivent désormais comme membre de la catégorie des chômeurs. C'est un phénomène psycho-sociologique dont les conséquences ne pourront être mesurées dans toute leur étendue et leur gravité que lorsque la situation sera revenue à la normale³⁷. » Ainsi, dans un article postérieur, P. Lazarsfeld et P. Eisenberg, même s'ils concluent à l'absence d'une radicalisation politique massive des sans-emploi, n'excluent cependant pas certaines formes possibles de « fascisation » de ces derniers dans la mesure où le chômage est un facteur – certes non suffisant – de fertilisation révolutionnaire³⁸.

Cette croyance dans le succès de la propagande fasciste auprès des chômeurs déborde très largement les cercles savants et le cas de l'Allemagne ; on la retrouve aussi, de façon plus surprenante, sous la plume d'auteurs divers (à l'instar de Trotski), syndicalement et politiquement mobilisés auprès des sans-emploi. Wal Hannington, l'un des cofondateurs du mouvement national anglais des chômeurs, écrit ainsi en 1939 dans un tract distribué lors de l'une des fameuses marches de la faim : « Le fascisme n'est pas la graine (*creed*) de la raison, c'est la graine du désespoir. Il prospère sur la perte d'espoir et de confiance des masses. Elles ne lui demandent pas de trouver une solution à leurs problèmes mais de s'en remettre complètement à leur "leader". [...] Si la raison avait prévalu en

35. Les principaux théoriciens de la société de masse qui ont fait des chômeurs le terreau du nazisme sont Lederer (E.), *State of the Masses*, New York, 1940 ; Neumann (S.), *Permanent Revolution*, New York, 1942 ; Kornauher (W.), *The Politics of Mass Society*, Glencoe, The Free Press, 1959.

36. Lazarsfeld (P.), Jahoda (M.), Zeisel (H.), *Les chômeurs de Marienthal*, Paris, Minuit, 1981. On fera remarquer que les travaux de P. Lazarsfeld exilé aux Etats-Unis constitueront, notamment dans les domaines de la propagande politique et des effets des médias, une longue série de réfutations des postulats de la théorie des « sociétés de masse ».

37. *Ibid.*, p. 123-124.

38. Lazarsfeld (P.), Eisenberg (P.), « The Psychological Effects of Unemployment », *Psychological Bulletin*, 35, 1938, p. 370-371.

Allemagne, il n'y aurait pas eu de révolution hitlérienne soutenue par les masses allemandes. [...] Il est donc de première importance d'organiser les chômeurs. Construire un mouvement national de chômeurs permettra de garder les chômeurs au sein de la classe ouvrière et préviendra le risque de les voir être victimes de l'idéologie mensongère du fascisme³⁹. »

Le second discours – très connu – a trait à la « nazification » des « classes moyennes », paniquées (« *Mittlestandpanik* » comme le formulait déjà au début des années 1930 T. Geiger⁴⁰) par le processus de prolétarianisation et de déclin social qui les frappe de plein fouet. Animées par le ressentiment et la rancœur, elles verraient en Hitler un exutoire permettant de libérer leurs dispositions réactionnaires. Si cette idée se trouve déjà formulée dès le début des années 1930 notamment par H. Lasswell⁴¹, S.M. Lipset lui donnera une audience très large dans les années 1960 avec sa « thèse » du fascisme du centre, parfois nettement reliée au problème du chômage ; ainsi W. Kornhauser peut-il écrire : « Les nationaux-socialistes rallièrent à eux la classe moyenne qui va du petit entrepreneur ayant fait faillite jusqu'aux salariés au chômage. L'effondrement et la grande insécurité économiques ont détruit la foi de la classe moyenne en l'ordre social en vigueur, ce qui l'a rendue très réceptive à l'appel des nazis. » Et il ajoute : « Beaucoup de cols blancs allemands au chômage ont rallié les nazis pendant que leurs pairs encore au travail restaient modérés ou conservateurs⁴². » Erich Fromm, s'inscrivant pleinement dans l'École de Francfort, propose de faire « une psychologie du nazisme », réconciliant les facteurs socio-économiques et les déterminations psychologiques de ces petites classes moyennes (en particulier, les petits commerçants, les artisans et les employés) qui se seraient ralliées avec enthousiasme au projet de société hitlérien : leur déclin économique exacerberait ainsi un « tempérament » fondé sur « l'amour du plus fort, la haine du faible, [...] la suspicion et la haine de l'étranger, rationalisant leur envie en indignation morale, toute leur vie basée sur le principe d'épargne – aussi bien économiquement que psychologiquement⁴³ ».

39. Hannington (W.), *Fascist Danger and the Unemployed*, Speedee Press, 1939, p. 3 et 16.

40. Geiger (T.), publié in *Die Arbeit*, 7, 1930, cité par Charle (C.), *La crise des sociétés impériales*, op. cit., p. 327, note 41. Cf. aussi Geiger (T.), *Die soziale Schichtung des deutschen Volkes: Soziographie Versuch auf statistischer Grundlage*, Stuttgart, Ferdinand Enke Verlag, 1932.

41. Lasswell (H.), « Psychology of Hitlerism », *Political Quarterly*, 4, 1933, p. 374, cité par Hamilton (R.F.), *Who voted for Hitler?*, op. cit., p. 9.

42. Kornhauser (W.), *The Politics of Mass Society*, Glencoe, The Free Press, 1959, p. 162, cité par Hamilton (R.F.), *Who voted for Hitler?*, op. cit., p. 14.

43. Fromm (E.), *The Fear of Freedom*, London, Routledge Classics, 2001, p. 182. Le cas de Fromm est, à ce titre, assez atypique puisqu'il a tenté de donner une assise empirique à la théorie de la personnalité autoritaire en réalisant une enquête par questionnaire en 1929 auprès d'ouvriers allemands. Les résultats de cette investigation sont exposés dans Fromm (E.), *The Working Class in Weimar, Germany. A Psychological and Sociological Study*, Warwickshire, Berg Publishers LTD, 1984 [1929].

Si l'hypothèse relative au ralliement des classes moyennes a été largement étayée dans nombre de recherches ultérieures, on fera remarquer qu'en général, il y a une extrême indétermination – et souvent non-explicitation – des critères qui ont présidé au découpage de ces « classes moyennes » et/ou de ces « cols blancs ». Peut-on sérieusement, pour appréhender des comportements électoraux, regrouper dans une même et seule catégorie les petits entrepreneurs indépendants et les salariés – des employés aux professeurs – sans autre spécification ? C. Charle souligne au contraire la nécessité d'introduire des facteurs de différenciation dans ces classes moyennes, qui ont connu des situations et des destins – à la fois individuels et collectifs – extrêmement divers durant la Grande dépression⁴⁴.

L'une des véritables originalités des recherches menées depuis plus d'une décennie sur la question des relations entre chômage et nazisme réside très certainement dans l'attention qu'elles portent aux différences entre groupes sociaux, permettant du même coup de revenir sur des hypothèses hasardeuses. En réintroduisant de la complexité et des distinctions là où des analyses rapides ne voyaient que du « simple » et des ressemblances, il est possible d'avoir une vue assez complète de ce que fut la réalité de la société allemande de la République de Weimar. De ces riches travaux, nous ne retiendrons ici que ceux portant sur les comportements des ouvriers et des « cols blancs », en intégrant aux comportements électoraux la diversité des comportements politiques de l'époque. A l'aide d'analyses de régression écologique multiples⁴⁵ (permettant sous des conditions très restrictives d'inférer au niveau individuel à partir de données agrégées), J. Falter, d'ailleurs très prudent sur ses analyses multivariées et les interprétations à en donner, tente de restituer la part du « vote chômeurs » dans la dynamique électorale nazie (tableau 4).

Les ouvriers, le chômage, le KPD et le NSDAP

Première remarque : comme le souligne J. Falter, la classe ouvrière constitue sous Weimar un ensemble particulièrement hétérogène à la fois en termes de conditions objectives d'existence et de styles de vie. Ainsi, seule une minorité (soit 30 %) de ceux répertoriés comme cols bleus appartient à ce que l'on entend d'ordinaire par prolétariat urbain. Aussi, ce qui rassemble

44. Charle (C.), *La crise des sociétés impériales*, op. cit., p. 327-335.

45. Rappelons qu'une analyse de régression multiple en tant qu'outil d'analyse multivariée vise à tester des hypothèses à la manière des sciences expérimentales. L'objectif étant de prendre en compte dans un modèle un certain nombre de variables dites indépendantes et d'en mesurer les effets respectifs sur une variable dite dépendante (le vote nazi). La justesse du modèle (sa « valeur explicative ») est indiquée par la valeur du résidu (ce qui reste une fois déduits les effets des variables retenues dans l'équation). Si ce résidu est élevé, le modèle est mal spécifié et il faut alors le reformuler.

objectivement sous une même dénomination les chômeurs ouvriers, c'est bien souvent uniquement la souscription à l'assurance chômage⁴⁶. Ensuite, et il s'agit-là de l'un des enseignements majeurs des recherches menées par J. Falter, le niveau d'agrégation retenu et le type de regroupements catégoriels opérés déterminent pour une large part les résultats. Nombre de corrélations hâtivement observées et tout aussi promptement interprétées ne sont que très souvent de purs artefacts statistiques.

Les relations statistiques observées entre milieu ouvrier et vote NSDAP apparaissent ainsi fallacieuses et artefactuelles, dans la mesure où elles dépendent étroitement des critères de délimitation statistique du « monde ouvrier » : Falter montre par exemple que si l'on regroupe dans un même agrégat les ouvriers en emploi et les chômeurs, aucune liaison statistique n'est observable avec le vote NSDAP. En revanche, si on dissocie les ouvriers et les chômeurs, on peut noter une association statistique (certes faible) entre les ouvriers en emploi et les résultats électoraux du NSDAP. Le type et le niveau d'agrégation retenus peuvent donc conduire soit à produire des liaisons artificielles entre les variables, soit, à l'inverse, à manquer des relations statistiques pertinentes⁴⁷. Reste que tous les coefficients de corrélation entre chômage et vote NSDAP demeurent négatifs après 1932. Le tableau 2 montre déjà une forte répulsion entre les deux variables entre 1930 et 1933. Le tableau 4, visant à saisir l'orientation du vote des chômeurs eux-mêmes, vient étayer à un niveau individuel ce premier constat : les cols bleus au chômage votent très sensiblement moins nazi que la moyenne (de l'ordre de dix à vingt points selon le moment).

En revanche, les liaisons s'inversent lorsque l'on considère le KPD : les ouvriers au chômage ont une propension sensiblement supérieure à voter communiste. Force est donc de constater que la grande majorité des ouvriers est restée insensible aux appels du parti hitlérien, alors même que ce dernier a longtemps tenté de « braconner » sur les terres électorales du KPD et du SPD en se présentant comme un parti populaire et socialiste. Même si le chômage prend des proportions dramatiques dès la fin des années 1920 (ainsi, rien que dans le secteur de la métallurgie, le chômage et le temps partiel contraint passent de 17 % en septembre 1929 à 45 % un an plus tard), entraînant une chute brutale du niveau de vie de beaucoup de familles ouvrières, le NSDAP n'a jamais pu s'implanter durablement en milieu ouvrier. Le rôle d'immunisation joué par le chômage, dont parle J. Falter,

46. Falter (J.), « How Likely Were Workers to Vote for the NSDAP », art. cité, p. 11.

47. Par exemple, si le lien entre chômage et vote nazi est nul sinon négatif, en revanche, lorsqu'on découpe le monde ouvrier selon le secteur d'activité (primaire, secondaire, tertiaire), on observe que la propension des ouvriers agricoles à voter NSDAP est beaucoup plus grande que celle des ouvriers employés dans l'industrie et les services. En revanche, l'agrégation des deux catégories fait disparaître purement et simplement la corrélation statistique du fait de l'addition de mouvements souterrains qui se compensent.

reste particulièrement efficient dans cette catégorie. Le chômage constituerait ainsi un *meilleur prédicteur* du refus du vote nazi en milieu ouvrier que le secteur d'activité des ouvriers (l'industrie, les matières premières ou les services⁴⁸). Cet échec relatif des nazis à enrôler les chômeurs dans leur dynamique électorale s'explique essentiellement par l'activisme politique acharné du KPD durant la Grande dépression, ainsi que par son enracinement plus profond que celui du NSDAP dans le milieu ouvrier des grands centres industriels et urbains.

<i>Proportion d'ouvriers (par quartile)</i>					
	1	2	3	4	Corrélation
<i>a. Ensemble</i>					
	% NSDAP				
1928	2,3	2,0	2,1	1,7	-08
1930	14,5	15,5	15,2	14,2	-01
1932Juillet	31,7	31,4	31,0	30,4	-02
1932Novembre	27,7	26,5	26,3	26,0	-02
1933	41,4	39,4	38,4	37,3	-12
% de la catégorie par quartile	9-27	27-32	32-38	38-62	
<i>En emploi</i>					
1928	2,1	2,2	1,7	1,8	-05
1930	15,2	14,1	14,5	16,0	06
1932J	30,4	28,6	31,8	34,6	17
1933	25,9	24,6	27,1	29,3	15
% par quartile	2-19	19-23	23-28	28-47	
<i>Chômeurs</i>					
1928	1,9	1,8	2,3	1,8	-05
1930	14,1	15,1	16,4	14,2	-09
1932J	33,5	32,7	33,8	28,4	-24
1932N	28,5	28,0	29,1	24,1	-22
1933	45,2	42,2	40,7	34,9	-43
% par quartile	1,5-5	5-8	8-12	12-29	

Données établies à partir du recensement de 1933.

Lire par exemple : aux élections au Reichstag de 1930, 14,5 % de l'électorat dans les circonscriptions avec la plus faible proportion d'ouvriers (quartile 1) ont voté NSDAP.

Source : Falter (J.), « How Likely Were Workers to Vote for the NSDAP », art. cité, p. 12.

Tableau 3. *Pourcentage du vote NSDAP dans les circonscriptions selon la proportion d'ouvriers (par quartiles)*

48. Falter (J.), « How Likely Were Workers to Vote for the NSDAP », art. cité, p. 32.

On peut ajouter enfin que certains pans ouvriers sont néanmoins tentés par le parti nazi. T. Childers a ainsi découpé la variable profession selon le secteur d'activité. Il constate que le NSDAP reçoit un écho plus favorable dans les petites industries et manufactures, *i.e.* là où les ouvriers sont les plus politiquement inorganisés, ainsi que dans le petit artisanat. Les bastions ouvriers insensibles à la propagande nationale socialiste demeurent la grande industrie, les secteurs minier et métallurgique⁴⁹. On peut voir dans ces alliances improbables et limitées entre certaines franges ouvrières, souvent affectées par le sous-emploi et le chômage partiel, et le NSDAP, l'effet de persuasion des nazis promettant une « bataille » du travail et le retour au plein emploi⁵⁰ dès leur accession au pouvoir. Mais la démultiplication des offres nazies en direction des ouvriers des grandes industries restera, pour l'essentiel, un échec. L'influence des traditions syndicales et politiques ouvrières (sociales-démocrates et communistes), la préservation d'un *quant-à-soi* prolétarien (*Eingesinn*) – pour reprendre l'expression d'A. Lüdtke – opèrent comme autant de puissants antidotes à la propagande nazie⁵¹. De manière générale, y compris dans les secteurs les plus *effondrés* des milieux populaires allemands de l'entre-deux-guerres, *i.e.* ceux ravagés par le chômage, la défiance vis-à-vis des nazis est demeurée la tendance de fond, leur préférence politique se dirigeant plutôt vers des organisations prolétariennes, à l'instar de la Ligue rouge à Berlin.

Les cols blancs dans la dépression : une « nazification » inéluctable ?

Le cas des classes moyennes apparaît plus délicat encore à analyser, dans la mesure où le destin social de ces groupes hétérogènes est profondément lié à l'action d'une autre variable « économique » : l'inflation et, dans ce cas précis, l'hyperinflation. Une périodisation fine est alors nécessaire : la crise inflationniste à la fin de la guerre et son accélération au début des années 1920 (avec comme point culminant 1923 où un dollar s'échange contre un milliard de marks), conjuguées avec un chômage important (40 000 chômeurs assistés en 1923) rendent difficile la dissociation des effets respectifs de ces deux fléaux économiques qui frappent l'Allemagne d'alors. Jusqu'en 1925, *i.e.* avant une éphémère stabilisation de la situation, une misère profonde frappe tous les groupes sociaux. L'hyperinflation ruine les petits rentiers et les retraités, ainsi que tous les titulaires de revenus fixes, mais

49. Childers (T.), *The Nazi Voter...*, *op. cit.*, p. 186.

50. Lüdtke (A.), « La domination au quotidien... », art. cité, p. 72.

51. Sur les relations entre traditions ouvrières et processus de politisation, on se reportera au bilan éclairant de Pudal (B.), « Politisations ouvrières et communisme », in Dreyfus (M.) et alii, dir., *Le siècle des communismes*, Paris, Editions de l'Atelier, 2000, p. 514-521.

aussi les étudiants, les professions libérales, les employés⁵². Comme le souligne L. Richard, « l'inflation a [...] engendré des situations très inégales selon les groupes sociaux⁵³ » : si les indépendants s'en sortent plutôt bien, les professions diplômées et libérales sont, quant à elles, durement affectées par la dégradation de leurs conditions d'existence, génératrice d'un profond sentiment de déclassement⁵⁴.

Le tableau 4 montre que le pourcentage de chômeurs cols blancs (au sens large) ayant voté NSDAP est légèrement supérieur à la moyenne nationale et nettement plus important que le vote NSDAP des cols bleus. Toutefois, la tendance apparaît ambiguë, relativisant du même coup les assertions précédemment évoquées sur le ralliement en masse des petites classes moyennes au parti national socialiste. Car c'est à propos des classes moyennes salariées du secteur privé que les résultats sont les plus déroutants au regard des thèses, admises jusqu'à une date assez récente, qui font de ces couches le fondement social du NSDAP. Bien que ces classes moyennes soient très durement touchées par le chômage et l'inflation, Childers⁵⁵ note un grand éclatement de leurs votes sur l'ensemble du spectre partisan de l'Allemagne weimarienne. En fait, rien n'est moins évident qu'une radicalisation politique de ces couches sociales. Quatre types d'explication sont avancés par l'auteur : 1. Généralement ces classes moyennes se concentrent dans les grands centres urbains, où le NSDAP peine précisément à s'implanter. 2. Elles comprennent une forte proportion de femmes souvent actives, peu réceptives par leur statut au discours ultraconservateur des nazis sur la condition féminine et la question de la division sexuelle du travail. 3. Nombre de ces cols blancs sont issus de la classe ouvrière et ont hérité le système de valeurs et de préférences propre à la culture ouvrière. 4. Enfin, c'est bien la diversité sociale et politique de ce groupe, expression de la complexité de la composition démographique des cols blancs, qui apparaît comme « le facteur le plus important expliquant la surprenante pauvre performance du NSDAP auprès de ces salariés⁵⁶ ». La thèse faisant du déclin social et de la menace de prolétarianisation les ingrédients majeurs de la recette nazie est là encore prise en défaut.

52. Cf. Richard (L.), *La Vie quotidienne sous la République de Weimar*, Paris, Hachette, 1983, p. 106 et s. Cf. aussi Charle (C.), *La crise des sociétés impériales*, op. cit. Les conséquences sociales de l'hyperinflation (outre la ruine de certains groupes sociaux contrastant avec l'enrichissement spéculatif – et spectaculaire – d'autres) sont nombreuses : recrudescence des vols, relâchement des mœurs qui fait comparer Berlin à une nouvelle « Babylone », retour à une économie de troc, multiplication des sectes et autres mystiques, etc. On se reportera aux pages frappantes du livre de L. Richard pour prendre la mesure de l'atmosphère surréaliste qui régnait dans l'Allemagne weimarienne (des équipes étaient par exemple spécialement chargées de changer les étiquettes sur les prix des produits d'une heure à l'autre...).

53. Richard (L.), *La Vie quotidienne sous la République de Weimar*, op. cit., p.107.

54. Charle (C.), *La crise des sociétés impériales*, op. cit.

55. Childers (T.), *The Nazi Voter...*, op. cit., p. 173.

56. *Ibid.*

Paradoxalement, le NSDAP enregistre ses scores les plus appréciables non seulement chez les petits artisans et commerçants, mais aussi chez les fonctionnaires, lesquels bénéficient pourtant de la sécurité de l'emploi, de revenus supérieurs à la moyenne, d'une meilleure éducation ainsi que d'un prestige social plus grand. Cependant, face à la crise – financière – de l'Etat allemand, nombre d'entre eux craignent tant pour leur niveau de vie que pour leur statut social ; crainte du déclassement exploitée par les nazis qui présentent les réparations allemandes et le Plan Young comme une menace directe pour les fonctionnaires. Reste qu'il existe une perméabilité certaine au nazisme et à l'ultranationalisme chez certaines couches moyennes les plus durement frappées par la récession. Si, par exemple, les employés ont voté quatre fois plus pour les nazis, c'est non seulement parce qu'ils ont été durement touchés par l'inflation dans un premier temps et la rationalisation à outrance de l'économie dans un second, mais aussi et surtout parce que leur tradition syndicale et politique s'oriente traditionnellement vers des organisations non socialistes. On ne peut alors s'étonner si les formes de radicalisation des chômeurs issus de leurs rangs s'opèrent en direction du NSDAP. Cependant, il faut se défier d'une explication par le simple qui impute à la seule « crise » le ralliement au NSDAP de ces groupes sociaux (ou plutôt de certaines fractions d'entre eux). Ainsi que le souligne J. Kocka dans son étude sur les employés dans l'Allemagne prénazie, la radicalisation électorale des employés est plus largement imputable à une lente évolution idéologique et politique qu'à la dégradation sévère de leurs conditions socio-économiques⁵⁷. En outre, si l'on étudie précisément le cas des chômeurs cols blancs, on remarque (tableau 4) que, d'une part, contrairement à ce que l'on observe pour les ouvriers, l'approfondissement de la crise se traduit par une pénétration du vote NSDAP : si 28 % des cols blancs au chômage votaient pour le parti hitlérien en juillet 1932, ils sont 43 % en 1933 ; d'un point de vue électoral, le NSDAP a effectivement profité de l'extension du chômage dans ces couches sociales. Mais, d'autre part, ces gains sont restés plutôt modiques et le KPD en a aussi partiellement retiré quelques bénéficiaires dans les urnes. Bref, tout indique que l'ascension fulgurante du NSDAP ne peut être attribuée exclusivement au ralliement des petites classes moyennes traumatisées par le risque de prolétarianisation et le chômage. Les deux formations partisans enregistrent ainsi chez ces chômeurs des pourcentages supérieurs à la moyenne. Le tableau 2 avait déjà montré sur des données agrégées que les coefficients de corrélation entre proportion de chômeurs en col blanc et vote NSDAP étaient tous négatifs.

57. Kocka (J.), *Histoire d'un groupe social : les employés en Allemagne, 1850-1980*, Paris, Editions EHESS, 1989 [1981], p.157.

	NSDAP (%)			KPD (%)		
	1932 (juillet)	1932 (novembre)	1933	1932 (juillet)	1932 (novembre)	1933
Cols bleus au chômage	13	12	10	29	34	30
Cols blancs au chômage	28	30	43	13	16	14
Tous électeurs	31	27	39	12	14	11

Ces valeurs sont tirées d'analyses de régression écologique multiple, contrôlées par les variables d'urbanisation et d'appartenance confessionnelle. Exemple de lecture : en juin 1932, un chômeur sur six vote pour le NSDAP, un sur quatre pour le KPD. Par comparaison à la moyenne de tous les électeurs, le vote des chômeurs pour le NSDAP est très inférieur à la moyenne (31 %). Il est en revanche bien supérieur pour le KPD (moyenne = 12 %).

Source : Falter (J.), « Unemployment and the Radicalisation of the German Electorate... », art. cité, p. 194 et 205.

Tableau 4. Propension des cols bleus et des cols blancs au chômage à voter NSDAP ou KPD

Ainsi, l'effet direct du chômage (le vote chômeurs) demeure assez faible (ce qui n'est pas le cas de l'effet contextuel ni du vote communiste) et très variable selon les groupes sociaux. Lorsque l'on décompose la variable chômage selon le type de chômeurs, cols bleus ou cols blancs (cf. tableau 4) et que l'on analyse la propension à voter soit NSDAP soit KPD, on constate, qu'en fait, tout se passe comme si les électeurs tendaient, dans des proportions variables et de façon plus ou moins nette, à opter pour les alternatives politiques radicales qui sont celles de leur environnement sociopolitique, soit, dans le cas des ouvriers au chômage, le parti communiste, et pour *certaines* fractions de chômeurs issus des classes moyennes, le NSDAP⁵⁸.

La « radicalisation » des chômeurs : de quoi parle-t-on au juste ?

P. Milza fait justement observer que la notion de radicalisation (qui ne paraît pas avoir un rendement cognitif plus grand que celle de masse) baigne dans un flou sémantique, parce « qu'[elle] n'est pas une catégorie du politique parfaitement répertoriée et [que] l'usage qui en est fait pose un certain nombre de questions⁵⁹ ». Le label « extrémiste » n'est nullement un concept

58. Falter (J.W.), « Unemployment and The Radicalisation of the German Electorate », art. cité, p. 204. Cf. aussi Kershaw (I.), *Hitler 1889-1936*, Paris, Flammarion, 1999, p. 578 et s.

59. Milza (P.), « L'extrémisme comme phénomène politique dans la France des années trente », art. cité, p. 100.

opératoire d'analyse sociologique. Il est surtout un enjeu de luttes symboliques dans les stratégies de stigmatisation et de délégitimation croisées⁶⁰ entre groupements politiques. Il semble que, pour l'Allemagne de Weimar, le terme « radicalisation » fut quasi exclusivement réservé au seul NSDAP et, à un degré bien moindre, au parti communiste. Or les travaux historiques récents mettent au jour une réalité bien plus complexe. La radicalisation politique dépassa largement le cadre des comportements électoraux et du NSDAP. L'un des résultats majeurs des recherches menées sur la période de Weimar, notamment dans les toutes dernières années de la République, est qu'a joué à plein le poids des affiliations politiques et syndicales spécifiques à la culture ouvrière dans les zones urbaines industrialisées, empêchant ainsi le basculement de franges importantes des populations ouvrières, en dépit d'une dégradation très sensible des niveaux de vie et d'un désespoir individuel et collectif souvent à la limite du dicible. Cependant, cette tendance de fond ne signifie pas pour autant qu'il n'y ait pas eu de « radicalisme ». Le cas des chômeurs est donc sous nombre d'aspects exemplaire. Comme le rappelle E. Rosenhaft, avec l'explosion du nombre d'incidents violents dans l'Allemagne de la fin des années 1920, « la politique fut toujours autre chose qu'une simple question de vote : c'était une affaire de slogans, de manifestations, de défilés sous l'uniforme de sections paramilitaires⁶¹. »

La société allemande des années 1920 apparaît traversée – tout particulièrement dans les grands centres urbains – par de profondes lignes de fracture, sinon produites du moins catalysées par la crise économique, dans lesquelles s'engouffrent à peu près toutes les formations partisans. L'exploitation politique des ravages sociaux de la Dépression dépasse largement la seule conquête des suffrages. Ainsi, les deux principales formations partisans qui tentent d'enrôler les laissés-pour-compte du chômage de masse, le NSDAP et le KPD, en déployant des actions tous azimuts dans les quartiers ouvriers, visent alors à politiser tous les aspects de la vie quotidienne de ceux qui sont ainsi engagés dans la course à la survie⁶² ; une politisation qui vise très large puisqu'elle se déploie aussi en direction des femmes et des enfants. Les groupements paramilitaires s'efforcent de capter ces énergies désœuvrées et dispersées : dans le climat de criminalisation rampante que connaissent nombre de villes industrielles, climat qui élève sensiblement le seuil de tolérance à la violence physique, le

60. Sur ce point, cf. les travaux sur le populisme d'A. Collovald déjà cités.

61. Rosenhaft (E.), « Une guerre des rues », in Richard (L.), *Berlin 1919-1933. Gigantisme, crise sociale et avant-garde, l'incarnation de la modernité*, Paris, Autrement, 1997, p. 196. Cf. aussi du même auteur, *Beating the Fascists. The German Communists and political Violence, 1929-1933*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

62. *Ibid.*, p. 210.

KPD *via* le Front rouge et le NSDAP *via* les Sections d'assaut (SA) se livrent une âpre lutte dans les rues pour la (re)conquête d'espaces urbains⁶³.

Si radicalisation politique des chômeurs il y a eu, elle ne se traduit pas nécessairement en termes électoraux mais militants. En outre, cette « radicalisation » s'oriente nettement à gauche, en faveur des communistes dans les milieux populaires et ouvriers. Loin de se rallier en masse au parti nazi, nombre de chômeurs se tournent en fait vers le KPD qui s'efforce depuis la fin de la première guerre mondiale de les mobiliser au sein des comités locaux de sans-emploi, intégrés au niveau national au Mouvement des travailleurs⁶⁴ à visée révolutionnaire. Tentative qui connaît un échec relatif, le mouvement peinant à dépasser le simple conglomérat de forces locales disparates, sans réelle visibilité nationale. A partir de 1929 et l'irruption de la Grande dépression, abandonnant dans les faits une logique d'action traditionnelle visant sans succès à unifier chômeurs et non-chômeurs au sein d'un vaste mouvement ouvrier, faisant de la grève sur les lieux de production le répertoire d'action privilégié, le KPD change de tactique et intensifie son activité de mobilisation hors des usines, pour s'implanter dans les quartiers autour des sites de production et faire face à la propagande nazie et à l'omniprésence des SA dans les quartiers populaires. Trotski résume très bien ce revirement dans la lutte pour la conquête politique des chômeurs que mène le KPD : « La crise prolongée du capitalisme trace à l'intérieur du prolétariat la ligne de partage la plus douloureuse et la plus dangereuse : entre ceux qui travaillent et les chômeurs. Le fait que les réformistes soient prépondérants dans les entreprises, et les communistes parmi les chômeurs, paralyse les deux parties du prolétariat. Ceux qui ont du travail peuvent attendre plus longtemps. Les chômeurs sont plus impatients. Aujourd'hui, leur impatience a un caractère révolutionnaire. Mais, si le parti communiste ne réussit pas à trouver les formes et les mots d'ordre de lutte qui, unissant les chômeurs et ceux qui travaillent, ouvriront la perspective d'une issue révolutionnaire, l'impatience des chômeurs se retournera inmanquablement contre le parti communiste⁶⁵. » A partir de l'été 1932, les ramifications organisationnelles du KPD forment un maillage relativement dense dans les milieux populaires et rencontrent un succès certain : les 260 organisations du KPD comptent quelques 130 000 membres actifs, les comités de chômeurs rassemblent près de 80 000 sans-emploi (ce qui apparaît peu en regard des 5 à 6 millions de chômeurs dans les dernières années de la République de Weimar), 80 % à 90 % des membres du KPD sont des chômeurs au début des années 1930, ce

63. *Ibid.*, p. 221.

64. Sur ce point, cf. McElligott (A.), « Mobilising The Unemployed: the KPD and the Unemployed Workers' Movement in Hamburg-Altona during the Weimar Republic », in Geary (D.), Evans (R.J.), eds, *The German Unemployed. Experiences and Consequences of Mass Unemployment from the Weimar Republic to the Third Reich*, New York, St Martin's Press, 1987.

65. Trotski (L.), *Œuvres...*, *op. cit.*

qui fait du parti communiste à cette période « le parti des chômeurs⁶⁶ ». Le KPD obtient ainsi quelques 5 millions de voix en 1930 et 6 millions en 1932. Il faut ajouter que le succès du KPD reste toutefois très limité au regard de la massivité du chômage : de 1928 à 1932, les effectifs progressent « seulement » de 170 000 personnes (pour se stabiliser autour de 300 000 en 1932), alors que le nombre de chômeurs dépasse largement la barre des 5 millions⁶⁷. En outre, parmi les chômeurs les plus jeunes surtout, non seulement la tendance au ralliement sous la bannière communiste est beaucoup moins nette, mais il n'est pas certain que « la multiplication des scrutins [fut] le seul mode de défoulement ouvert à toutes les frustrations qui ne peuvent plus s'exprimer par l'action collective ou sur le lieu de travail⁶⁸ ».

On a souvent souligné l'ampleur dramatique qu'a revêtu le chômage dans les générations les plus jeunes, tout particulièrement chez les 18/25 ans : en juillet 1932, 1 456 854 des 14-25 ans sont officiellement enregistrés comme chômeurs. Ils sont 1 715 204 en juin 1933⁶⁹. Facteur aggravant, la plupart de ces jeunes gens échappe à toute couverture contre le risque chômage, à toute forme d'assistance et de secours dont les conditions d'accès sont de plus en plus restrictives, en raison de l'approfondissement de la crise et des difficultés financières des principales municipalités en charge de l'assistance. Se forme alors « un groupe numériquement substantiel de jeunes chômeurs de longue durée » dont la plupart n'a même jamais travaillé⁷⁰. Parmi eux, beaucoup ont été sensibles à une forme de radicalisme que C. Fisher qualifie de flottant, *i.e.* sans réelle conversion idéologique et politique. Témoin privilégié de cette période, D. Guérin décrit ces « cliques » de jeunes « nées du chaos de la guerre et de l'après-guerre. [...] C'étaient des adolescents dont les pères étaient au front, les mères à l'usine. Personne à la maison ne s'occupait d'eux. L'inflation de l'après-guerre, et depuis deux ans, le chômage ont multiplié ces gangs. Ils offrent à une jeunesse déracinée, souvent privée de foyer, la vie en commun, la camaraderie, le goût du danger et de l'aventure. Pour échapper à la tentation du suicide, ils se créent un monde à leur fantaisie, un monde reposant sur des préceptes différents de ceux admis par la morale courante, un monde livré à l'instinct le plus

66. Cf. McElligot (A.), « Mobilising The Unemployed », art. cité. Cf. aussi Geary (D.), « Unemployment and Working Class Solidarity. The German Experience 1928-1933 », in Geary (D.), Evans (R.J.), eds, *The German Unemployed*, *op. cit.*

67. Fisher (C.J.), *The Rise of National Socialism*, *op. cit.*, p. 216. En fait, les chiffres sont probablement plus importants : comme le note l'auteur, les « mouvements souterrains » montrent qu'il y a eu une très grande instabilité des affiliations, phénomène qui a fragilisé le KPD, et que très probablement près d'un demi-million de personnes se sont retrouvées à un moment ou à un autre dans l'organisation communiste.

68. Charle (C.), *La crise des sociétés impériales*, *op. cit.*, p. 343.

69. Stachura (P.), *The Weimar Republic and the Younger Proletariat*, New York, St Martin's Press, 1987, p. 117.

70. *Ibid.*, p. 120.

effréné, un monde de haine contre une société qui les abandonne. [...] Sauvages et libres, rebelles à toute autorité : des révoltés et non des révolutionnaires⁷¹. » L'enrôlement de ces jeunes Allemands de l'entre-deux-guerres dans ces cliques et autres gangs s'apparente à ce que P. Bourdieu appelait « révolte » dans un tout autre contexte : « Ce qui s'opère à travers les formes plus ou moins anomiques, anarchiques de révolte, ce n'est pas ce qu'on entend ordinairement par politisation, c'est-à-dire ce que les appareils politiques sont préparés à enregistrer et à renforcer. C'est une remise en question plus générale, plus vague, une sorte de malaise dans le travail, quelque chose qui n'est pas politique au sens établi, mais qui pourrait l'être ; quelque chose qui ressemble beaucoup à certaines formes de conscience politique à la fois très aveugles à elles-mêmes, parce qu'elles n'ont pas trouvé leur discours, et d'une force révolutionnaire extraordinaire, capable de dépasser les appareils, qu'on retrouve par exemple chez les sous-prolétaires ou les ouvriers de première génération d'origine paysanne⁷². »

Ainsi, cette « génération perdue » constitue le terrain de chasse des multiples groupes paramilitaires, issus non seulement du NSDAP (les SA), mais aussi des partis communiste ou social-démocrate. La guerre qu'ils se livrent pour l'occupation de la rue atteste du constat de Lazarsfeld et de son équipe pour la petite ville autrichienne de Marienthal : le chômage de masse se traduit politiquement dans des formes qu'on peut dire « non conventionnelles », mais surtout non ritualisées, d'action souvent collective : l'adhésion à des groupes paramilitaires. Il note un déclin des formes classiques (conventionnelles) d'action politique et une montée corrélative de formes prépolitiques de violence, faisant craindre que « des forces nouvelles [se] développent dans la collectivité provoqu[ant] des phénomènes nouveaux⁷³ (révoltes, émigration) ». Les actions de chômeurs finissent souvent tragiquement : lors de la « journée rouge » du 25 février 1931, animée par l'Internationale communiste, « de violentes bagarres se produisent à Berlin où un grand nombre de sans-travail [prennent] part [...] aux manifestations communistes organisées en différents points de la ville. [...] Un groupe de policiers, occupés à rétablir l'ordre dans un bureau de travail dans le nord de la ville, a été bombardé des maisons avoisinantes au moyen de chaises et de verres à bière. Plusieurs coups de feu ont été tirés des fenêtres sans

71. Issu de deux voyages en Allemagne de 1932 à 1933, ce témoignage de D. Guérin (1904-1988) est l'un des rares à restituer de façon minutieuse la montée du fascisme. Cf. *Sur le fascisme. La peste brune. Fascisme et grand capital*, Paris, La (Re)découverte, 2001 [1965], p. 49-50. L'auteur précise que « le fascisme recrute des chômeurs. Le sans-travail, rejeté du processus de production, se trouve en marge de sa classe ; bientôt entre lui et l'ouvrier au travail, il n'y a plus d'identité, il y a opposition d'intérêts. La misère, l'inaction le démoralisent, souvent même l'avilissent. Il est prêt à trahir pour une bouchée de pain. »

72. Bourdieu (P.), « La "jeunesse" n'est qu'un mot », *Questions de Sociologie*, Paris, Minuit, 1984, p. 150.

73. Lazarsfeld (P.), Jahoda (M.), Zeisel (H.), *Les chômeurs de Marienthal*, op. cit., p. 131-132.

toutefois atteindre personne. Les dégâts causés par les manifestants dans les locaux du bureau de travail sont assez importants⁷⁴. »

En outre, la montée de la délictualité et de la criminalité, sous des formes plus ou moins collectives, tend à montrer que le chômage massif œuvrerait comme un « processus de décivilisation⁷⁵ », producteur d'habitus « faits de réactions et de compensations de la pauvreté, d'expériences d'un monde dans lequel il faut savoir "se débrouiller" précocement, de valorisation de la "force virile", de refus des stratégies temporelles qui conduisent à différer la satisfaction des désirs, d'ignorance ou de mépris des réactions institutionnalisées⁷⁶ ». Cette hypothèse d'un processus à rebours de reconfliktualisation des mœurs – en particulier politiques – avait d'ailleurs été posée par P. Lazarsfeld et son équipe, qui notaient qu'avec le chômage, « tout se passe comme si les valeurs culturelles contenues dans le débat politique étaient neutralisées, ou même comme si elles faisaient place à des formes de luttes plus primitives », avançant l'idée que « les antagonismes sociaux se manifestent maintenant à un niveau plus bas⁷⁷ ». Cependant, adossée à une forme d'essentialisme qui fait du chômage un opérateur quasi mécanique de brutalisation des comportements politiques (à laquelle s'adjoignent certains préjugés sociaux rejetant le populaire du côté du primitif), cette hypothèse doit vraisemblablement être reformulée : ce ne sont pas tant les chômeurs qui deviennent « violents » que l'offre politique elle-même qui se structure autour de formes d'action recourant à la violence physique et aux affrontements directs⁷⁸. La paramilitarisation de la société allemande n'est possible que grâce à une politisation intense de tous les aspects de la vie quotidienne⁷⁹.

Reste que les nazis recueilleront les fruits de leur activisme auprès de la jeunesse désorientée, « prête à en découdre », et concurrenceront

74. *La République*, 26/02/1931, AN F/7/12532. *L'Humanité* (26/02/1931) mentionne des incidents du même type à Leipzig, où la police ouvre le feu, faisant trois morts et vingt blessés.

75. Sur cette hypothèse, cf. De Montlibert (C.), *La violence du chômage*, Strasbourg, PUG, 2001, p. 82 et s. Sur ce point et pour une discussion plus approfondie autour des représentations de la radicalisation sociale et politique des chômeurs dans les années 1930, nous nous permettons de renvoyer à Pierru (E.), « La politique des "ventres creux". Stigmatisations sociopolitiques du chômeur dans la grande dépression. Jalons pour une histoire comparée », Communication au 7^e congrès de l'Association française de science politique, Lille, septembre 2002.

76. *Ibid.*, p. 95.

77. Lazarsfeld (P.), Jahoda (M.), Zeisel (H.), *Les chômeurs de Marienthal*, *op. cit.*, p. 75.

78. Diehl (H.P.), *Paramilitary Politics in Weimar Germany*, Bloomington, Indiana University Press, 1977.

79. Dans un témoignage, A. Flocon, jeune communiste à Berlin en charge de la mobilisation des chômeurs, rapporte qu'il était chargé de dispenser des cours de formation de marxisme-léninisme aux sans-emploi et participait aux « ravitaillements de masse dans les grands magasins : le parti organisait des descentes de ménagères. En deux minutes, ils étaient vidés et on avait disparu », cf. « Tribulations d'un jeune communiste. Entretien avec Albert Flocon », in Richard (L.), dir., *Berlin 1919-1933*, *op. cit.*, p. 225.

véritablement le KPD sur cette fraction des victimes du chômage endémique. Ainsi, dès 1930, les Jeunesses hitlériennes fondent à Berlin et dans beaucoup d'autres villes des écoles d'entraînement pour les jeunes chômeurs (mais aussi les travailleurs et les apprentis). Les SA de Röhm rencontrent un succès important – quoique très inégal selon les zones géographiques – auprès des jeunes chômeurs : en 1931, en Saxe, 44 % des membres des SA étaient au chômage, alors qu'étaient dans ce cas seulement 25 % des adhérents du parti nazi. Il n'est pas rare que dans certaines compagnies de SA, la proportion de chômeurs atteigne jusqu'à 80-90 %⁸⁰. Dans la Ruhr, près de 40 % des SA sont aussi des chômeurs⁸¹. M. Broszat estime par ailleurs que sur les 270 000 travailleurs qui ont rejoint le parti nazi avant 1933, entre 120 000 et 150 000 étaient des chômeurs⁸².

Si, incontestablement, il y a eu « un nazisme des outsiders », qui « trouv[è]rent dans la vie collective des organisations nazies une compensation à leurs frustrations, à leurs angoisses, à leur solitude, à leur crise d'identité ou à leur besoin d'extériorisation violente, fonction que remplissait autrefois l'armée⁸³ », ses dimensions, dans le cas des chômeurs, sont toutefois restées modestes. Comme l'a montré E. Rosenhaft⁸⁴, pour nombre de jeunes chômeurs, syndicalement et politiquement peu, voire pas, socialisés sur les lieux de production et n'ayant guère incorporé la culture politique ouvrière, l'intégration dans les SA peut être vue comme le « mode typique de rébellion sans cause ». L'effondrement des formes de sociabilité traditionnelle – par exemple les fermetures des tavernes, hauts lieux de la sociabilité ouvrière –, la pression de la nécessité appelant des stratégies de survie qui détournent les fonctions de certaines institutions sociales – beaucoup de clubs deviennent peu à peu des gangs – contraignent nombre de chômeurs, surtout parmi les plus jeunes, à se placer non seulement en marge de la société, mais aussi de la loi. Wunderlich résume très bien la dimension proprement identitaire que peut revêtir leur intégration dans ces « cliques sauvages⁸⁵ » dont les groupements paramilitaires sont la forme la plus aboutie : « Dans les dernières années, les partis politiques radicaux intègrent ces groupes [de chômeurs] dans leurs troupes paramilitaires. Là les chômeurs trouvent ce dont ils ont besoin. Les uniformes leur donnent un

80. Leon (E.), Scot (J.P.), *Le nazisme des origines à 1945*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 90.

81. McElligot (A.), « Mobilising the Unemployed: The KPD and the Unemployed Workers' Movement in Hamburg-Altona during the Weimar Republic », art. cité. Cf. aussi Geary (D.), « Unemployment and Working Class Solidarity », art. cité, p. 263.

82. Broszat (M.), *Der Staat Hitlers*, Munich, 1969, cité par Hagtvet (B.), « The Theory of Mass Society and the Collapse of the Weimar Republic: A Re-Examination », in Larsen (S.U.), Hagtvet (B.), Myklebust (J.P.), eds, *Who Were the Fascists? Social Roots of European Fascism*, Oslo, Universitetsforlaget, 1980, p. 85.

83. Charle (C.), *La crise des sociétés impériales*, op. cit., p. 354.

84. Rosenhaft (E.), « The Unemployed in the Neighbourhood: Social Dislocation and Political Mobilisation in Germany 1929-1933 », in Geary (D.), Evans (R.J.), eds, *The German Unemployed...*, op. cit.

85. Peukert (D.K.), *La République de Weimar. Années de crise de la modernité*, Paris, Aubier, 1987, p. 256.

sentiment de supériorité qui compense leur complexe d'infériorité : ils peuvent marcher en rangs avec des compagnons d'infortune. Ils peuvent combattre un ennemi, ils ont appris comment tirer et tuer et y trouvent un exutoire pour l'expression de leur haine et de leur ressentiment⁸⁶. » Mais subsiste encore dans cette interprétation la tentation de donner une signification univoque – identitaire (ressentiment...) –, à des engagements qui, sous bien des aspects, sont fortement contraints par l'urgence économique : face à la situation matérielle dramatique – souvent de quasi famine – dans laquelle sont plongés la plupart des chômeurs, l'engagement (notamment des plus jeunes) dans des groupes paramilitaires permet tout simplement de subsister. Les organisations avaient d'ailleurs parfaitement intégré cet aspect crucial de la mobilisation politique des franges les plus prolétarisées de la population : la distribution de soupes, de vêtements, la lutte contre les expulsions, ont ainsi permis de rallier de nombreux sans-emploi. Dans leur étude à Marienthal, P. Lazarsfeld et son équipe avaient exprimé très clairement cet aspect sous la forme d'un théorème, lequel, sous des apparences d'évidence, n'en souligne pas moins une dimension saillante pour comprendre les ressorts des engagements militants « extrêmes » dans les périodes de crise économique : « Lorsque la misère matérielle s'accroît, l'adhésion à une association est plus motivée par la recherche d'un intérêt matériel que par l'expression d'une opinion⁸⁷. » Contre le biais propre à l'objectivisme du politiste⁸⁸ interprétant systématiquement dans des catégories politiques des comportements et/ou attitudes qui peuvent leur être complètement étrangers, ce rappel du rôle crucial joué par les biens et avantages matériels comme principe ultime des investissements organisationnels, surtout chez les plus démunis, demeure largement pertinent pour saisir les mobilisations de chômeurs, dans les années 1930 comme dans les années les plus récentes. Il reste cependant délicat de départir dans ces engagements « radicaux » ce qui relève de l'emprise de la nécessité et de la survie matérielle, ce qui a trait au maintien ou à la restauration de l'estime de soi dans des vies ravagées par le sentiment d'inutilité et ce qui ressort *in fine* de l'engagement politique à proprement parler. Si, comme le souligne D. Peukert, « la vie quotidienne des chômeurs n'était pas seulement marquée par les privations matérielles et les préoccupations touchant à la survie de leurs familles [et qu'] il y avait de plus, chez eux, un accablement psychique profond, dû au sentiment d'avoir été éliminés du processus de production et de devoir passer désormais leurs journées en restant oisifs et inutiles⁸⁹ », à côté de ce « syndrome de Marienthal », des formes de radicalisation – sociale avant que d'être politique – ont affecté certaines franges de chômeurs. Ces rapports « radicalisés » à la

86. Wunderlich, « New Aspects of Unemployment », cité par Fisher (C.J.), « Unemployment and Left Wing Radicalism in Weimar Germany, 1930-1933 », in Stachura (P.), ed., *Unemployment and the Great Depression in Weimar Germany*, op. cit., p. 213. Nous traduisons.

87. Lazarsfeld (P.), Jahoda (M.), Zeisel (H.), *Les chômeurs de Marienthal*, op. cit., p. 75.

88. Cf. Lacroix (B.), « Ordre politique et ordre social », art. cité.

89. Peukert (D.J.K.), *La République de Weimar...*, op. cit., p. 256.

condition de sans-travail sont pour une large part surdéterminés par des lignes de clivages sociaux (jeunes/vieux – probablement la partition la plus fondamentale –, ouvriers/employés) et politiques (syndicalisation, appartenance partisane). Présent dans un bureau de chômage d'un quartier ouvrier, D. Guérin décrit minutieusement ces différents profils de chômeurs que rien n'autorise à regrouper, si ce n'est l'opération de dénombrement et d'agrégation statistiques : « Dans une vaste salle, propre et aérée, de longues queues, résignées, muettes, tracent des arabesques. A la sortie les sans-travail stationnent le plus longtemps sur le trottoir. [...] Et les conversations s'engagent, prenant vite le tour d'une discussion politique. Ce n'est plus à l'usine, à l'atelier que les trois partis tendent leurs filets. Mais ici. [...]. Une altercation met aux prises deux d'entre eux [deux chômeurs]. Je crois qu'il s'agit d'une dispute entre un nazi et un communiste. Mais ce sont deux frères ennemis. L'aspect du social démocrate est typique : travailleur rangé et sérieux, d'âge moyen, un peu grassouillet. Le communiste est plus jeune, plus bohème, plus ardent, et aussi plus décharné⁹⁰. »

Loin d'être une période d'apathie généralisée comme le suggèrent de nombreuses monographies, l'Allemagne des années 1920 et 1930 apparaît bien plutôt comme un moment de mobilisation politique relativement intense. Tous les indicateurs corroborent cette tendance : augmentation de la participation électorale, « radicalisation » à droite comme à gauche de franges importantes de l'électorat, multiplication des formes d'action directe dans les rues, politisation de nombreux aspects de la vie quotidienne, augmentation sensible du recours à la violence organisée ou non, intensification des conflits partisans. Le chômage de masse aurait pu être directement à l'origine de ce processus. Pourtant, à la lumière des (rares) études sur le sujet, le constat doit être nuancé et complexifié : « la Dépression a été une période de mobilisation politique générale et de radicalisation dans laquelle le chômage de masse a eu une influence déterminante sur les perceptions des groupes sociaux bien au-delà des rangs des seuls chômeurs⁹¹. » En cela, la peur du chômage a été probablement beaucoup plus active dans la nazification de la société allemande que les peurs des chômeurs eux-mêmes.

90. Guérin (D.), *Sur le fascisme...*, *op. cit.*, p. 53.

91. Rosenhaft (E.), « The Unemployed in the Neighbourhood... », art. cité, p. 194.